

« L'acte de Christina Kirchner était à la fois nécessaire et courageux ». Benoît Hervieu, responsable du bureau Amériques de Reporters Sans Frontières, se réjouit de la loi contre le monopole des groupes de presse votée en octobre dernier par le Congrès argentin. Un texte vivement critiqué par les grands médias du pays. Il instaure notamment la limitation du nombre de licences par propriétaire.

Un coup dur pour le groupe Clarin, qui détient 264 fréquences hertziennes et cablées. L'ancienne loi argentine sur les médias datait du régime militaire du général Videla : « Le texte était évidemment effrayant sur les contenus. La démocratisation du pays et les amendements apportés à ce texte, en particulier sous Menem, a eu un effet pervers : une phase libérale plein-pot. Tout est allé au plus offrant. Cela a posé un énorme problème de pluralisme et a montré que les principes de liberté peuvent se contredire entre eux », analyse Benoît Hervieu. Pour Acrimed, la loi argentine met fin à une oligarchie médiatique. L'association applaudit l'ouverture d'un-tiers des fréquences radio et télé aux organisations à but non lucratifs et le principe d'universalisation de l'accès. « La prise en compte des « médias libres », c'est quelque chose de phénoménal. On voit difficilement ça en France » explique Nils Solari, rédacteur à Acrimed. « Pour une fois la logique démocratique passe au dessus de la logique économique. »

Le rapporteur de l'ONU sur la liberté d'expression, Frank La Rue avait qualifié cette loi d'exemplaire. De leurs côtés, les holdings médiatiques de l'Argentine, ne baissent pas les armes et comptent sur l'arrivée prochaine de la nouvelle chambre du Congrès, élue en juin 2009 et majoritairement composée d'opposants à la Présidente, pour tenter de conserver leur monopole.